Internet révolutionne-t-il la participation politique?



Imprégnant nos façons de vivre et de penser, le numérique est porteur de nombreux espoirs pour renouveler les formes de participation politique. Anaïs Theviot revient sur les travaux de chercheurs spécialisés afin de rendre compte des différents arguments avancés pour questionner cette supposée «révolution numérique» de la participation politique.

Le numérique est porteur de nombreux espoirs en termes de renouvellement des formes de participation politique. Internet pourrait donner les moyens à tous les citoyens de s'exprimer sans frontière temporelle, ni spatiale et tendrait à rompre la barrière classique entre gouvernants et gouvernés. Dans le même temps, ces espoirs sont alimentés par la diffusion rapide des outils technologiques. En 1995, la France comptait moins d'un million d'internautes alors qu'en 2011, soit seize ans plus tard, plus de 75 % des Français disposaient d'un accès à Internet à leur domicile[1]. Les pratiques numériques se sont largement diffusées, en estompant progressivement la « fracture numérique ».

La nécessité de déconstruire des présupposés entourant le numérique

Le numérique imprègne désormais nos façons de vivre et de communiquer. Dès 2011, 35,55 % des Français âgés de 16 à 74 ans déclaraient publier du contenu sur les réseaux sociaux[2]. Le développement des espaces d'autopublication (blogs, forums électroniques, réseaux sociaux, etc.) a permis aux internautes ne disposant pas de compétences informatiques (codage) de pouvoir s'exprimer facilement en ligne, sans intermédiaire. Cette possibilité de créer son propre outil de façon autonome a connu rapidement un grand succès – la montée en puissance des réseaux sociaux tels que Facebook ou Twitter en atteste. L'exemple des blogs est, lui-aussi, significatif : de vingt-trois blogs en 1999, on serait passé à près de vingt-et-un millions en 2005 et plus de cent cinquante-six millions en 2011[3].

La démocratisation de plus en plus large de ces technologies permet-elle de révolutionner la participation politique ? Certaines analyses « à chaud » du « printemps arabe » n'ont pas hésité à parler de « révolution Facebook » ou de « révolution Twitter », faisant de l'essor des réseaux sociaux la cause principale du déclenchement de tels mouvements contestataires. D'autres, au contraire, ont affirmé qu'Internet n'avait joué aucun rôle. Ces conclusions caricaturales soulignent la nécessité de déconstruire certains présupposés qui entourent le numérique. L'idée de ce texte est de faire connaître les travaux de chercheurs spécialisés sur le numérique et la démocratie à un plus large public. Il s'agit donc de rendre compte des différents arguments avancés pour questionner cette supposée « révolution numérique » de la participation politique.

Les TIC: une solution à la «crise de la représentation»?

Croissance de l'abstention, discrédit progressif des partis politiques, déclin du nombre d'adhérents, montée en puissance du sentiment d'incompréhension chez les électeurs, baisse sensible de la légitimité issue de l'élection : plusieurs éléments semblent révéler une désaffection à l'égard des formes classiques d'engagement et de participation politiques. Les technologies de l'information et de la communication (TIC) ont souvent été appréhendées comme une solution à la « crise de la représentation ».

À l'origine, le réseau des réseaux est pensé comme un espace alternatif, favorable au développement d'actions individuelles ou collectives en dehors des formes institutionnalisées et du regard de l'État. Internet est alors perçu comme un outil pour penser autrement l'action politique et reconfigurer les pratiques politiques[4]. Ce volet de recherche s'est d'ailleurs largement développé depuis une dizaine d'années autour de la notion d'*empowerment d*es citoyens[5] ou plus récemment, celui de *community organizing*[6]. L. Dalhberg parle ainsi d'une démocratie « des contre-publics »[7], fondée sur la formation *via* l'usage du numérique, de groupes plus ou moins formalisés, contestataires de la démocratie représentative et plus largement des pouvoirs institués. Les mouvements sociaux et les protestations collectives s'organisent aussi de plus en plus sur les réseaux sociaux[8], en même temps qu'ils s'expriment hors ligne et dans les médias traditionnels. On peut citer par exemple la multiplication de plateformes de pétitions en ligne, tels que *Change.org ou Avaaz* (42 millions de membres répartis dans 194 pays) qui invitent les citoyens à se mobiliser en ligne, mais aussi hors-ligne (comme lors de la marche pour le climat, qui a rassemblé des centaines de milliers de participants dans la rue aux États-Unis en 2014). Des outils pour décloisonner les barrières entre gouvernants et gouvernés s'institutionnalisent ces dernières années, tels que le site parlement-et-citoyens.fr, créé en 2013, qui permet aux élus de soumettre un projet de loi et d'inviter les internautes à le co-construire ou encore le site questionnezvosélus.org.

Par ailleurs, le caractère virtuel des propos tenus sur le web apporterait une plus grande liberté dans les prises de positions des internautes et permettrait ainsi de faciliter la prise de parole en ligne, comparé aux débats publics hors ligne. Par exemple, sur la Toile, l'absence physique rend moins visibles certains marqueurs

sociaux (l'internaute n'est d'ailleurs pas obligé d'en faire état) et permet, selon W. Dutton, d'exprimer ses idées sans remettre en cause le « pacte de stabilité sociale »[9] présent dans des relations amicales ou de voisinage. L'information politique est aussi facilement accessible et très diversifiée sur Internet ce qui permettrait, selon certains chercheurs, d'amener des internautes à s'intéresser à la politique, voire de les pousser à participer à des discussions politiques en ligne[10].

Le numérique: lieu de reproduction des inégalités sociales?

L'ouvrage de M. Margolis et D. Resnick, au titre significatif, *Politics as usual. The Cyberspace Revolution*[11] a offert, en l'an 2000, une visibilité internationale au versant critique. Ils défendent l'idée que sont actifs en ligne, ceux qui l'étaient déjà hors ligne[12]. Les tenants de cette vision pessimiste affirment que seuls les individus qui sont déjà intéressés par la politique vont savoir se diriger vers des contenus politiques en ligne et ainsi démultiplier leurs sources d'information[13]. Le clan des « cyber-pessimistes » est alors définitivement formé avec la publication des travaux d'E. Morozov : *The Net Desilusion*[14]. Pourtant peu fondée empiriquement, sa thèse du « *slacktivism* »[15] a suscité de nombreux débats. Pour cet auteur, les pratiques politiques en ligne n'auraient aucune influence sur les décisions politiques et permettraient seulement de laisser penser aux internautes-militants qu'ils contribuent au jeu politique. La richesse de l'information en ligne s'avère, elle-aussi, remise en question : on serait enfermé dans une « bulle filtrante » qui renforcerait la « balkanisation » de l'espace public. Les fameux algorithmes de Facebook ont par exemple tendance à maximiser la polarisation des opinions, au lieu de leur proposer des points de vue alternatifs, en affichant sur les fils d'actualité des utilisateurs des articles partagés par leur cercle de connaissances, donc souvent aux vues politiques similaires.

De même, les messages les plus viraux sont souvent ceux qui sont humoristiques, possèdent des titres racoleurs ou véhiculent des informations spectaculaires (et non ceux qui proposent des données détaillées, fruits d'une enquête fouillée). Celles-ci sont pourtant généralement non sourcées et peuvent ainsi désinformer l'internaute. Un cas flagrant est celui d'un message qui a énormément été partagé sur Facebook pendant la campagne pour l'élection présidentielle américaine de 2016 : « Le pape soutient Trump ». Pourtant, en février 2015, le pape François avait déclaré au sujet de la candidature du candidat républicain : « une personne qui veut construire des murs et non des ponts n'est pas chrétienne ». Or, selon le PewResearch Center, 44 % des Américains s'informent directement sur ce réseau social. Dans sa tribune intitulée « Donald Trump a gagné à cause de Facebook », le New York Mag a accusé ce réseau d'avoir favorisé la propagation à grande échelle de fausses informations favorables au magnat de l'immobilier.

Ces controverses ont fait émerger la thèse de la différenciation qui avance l'idée que les usages participatifs en ligne varient en fonction de plusieurs facteurs tels que les caractéristiques sociodémographiques de l'usager, les cadrages des dispositifs techniques, etc. Les travaux récents de J. Oser *et al.* montrent que le web attire les jeunes, mais que ces derniers ne constituent pas totalement de « nouveaux publics », au sens où ils possèdent un profil sociodémographique spécifique[16]. En France, l'enquête réalisée en 2009 par le groupe de recherche Marsouin[17] souligne que le niveau d'étude est un élément déterminant en termes de degré d'information : 69 % des personnes interrogées (échantillon représentatif de la population bretonne) ont déjà recherché de l'information sur des sites administratifs, avec un hiatus de trente-cinq points enregistrés entre les titulaires d'un diplôme universitaire et ceux n'en possédant pas[18]. Plus récemment, les travaux de Rémy Rieffel alimentent cette thèse, en considérant Internet comme « un nouveau répertoire d'actions collectives », tout en indiquant dans le même temps qu'il est « symbole d'une réappropriation du débat public par les

citoyens les plus politisés »[19].

La nécessité d'amorcer une réelle éducation au numérique

Autrement dit, le numérique modifie les façons de s'informer, de se mobiliser, de faire corps, de co-construire du collectif. Mais dans le même temps, il reproduit les inégalités sociales et n'amène pas de véritable révolution citoyenne. Tant qu'une réelle éducation au numérique n'est pas amorcée pour toutes et tous, il sera difficile de faire croire que le numérique fera basculer les barrières classiques. Apprendre à croiser les sources d'information, à ne pas croire que le nombre de partages d'un poste le légitime, à dépasser les bulles informationnelles, à s'autoriser à s'exprimer en ligne, à ne pas envisager la Toile comme un défouloir… Pour que la transformation prenne de l'ampleur et le changement se transforme en révolution, il est nécessaire que les citoyens puissent s'emparer de ses outils et comprendre les potentialités réelles du numérique : comment il fonctionne, les possibles qu'il ouvre et les contraintes qu'il impose. Il ne faut pas oublier que les technologies numériques restent des instruments de pouvoir, en permettant à un concepteur d'orienter les usages de l'utilisateur.

Notes de bas de page :

[1] Site internet de la Banque mondiale, 2013. http://donnees.banquemondiale.org.

[2] Eurostat, « Statistiques sur la société de l'information », DEPS, 2013.

[3] Philippe Martin, « L'état de la blogosphère 2008 selon Technorati indique 133 millions de blogs », *Paperblog.fr*, 23 sept. 2008.

[4] Yana Breindl et Pascal Francq, « Can Web 2.0 Applications Save e-Democracy? A Study of How New Internet Applications May Enhance Citizen Participation in the Political Process Online », *International Journal of Electronic Democracy*, 1, 2008, p. 14-31; Dominique Cardon, *La démocratie Internet*, Paris, Seuil, La République des Idées, 2010.

[5] Carole Bacqué, Marie-Hélène Biewener, *L'empowerment, une pratique émancipatrice*, Paris, La découverte/Poche, 2015.

[6] Julien Talpin, *Community Organizing. De l'émeute à l'alliance des classes populaires aux États-Unis*, Paris, Raisons d'agir, 2016.

[7] Lincoln Dahlberg, « Re-constructing digital democracy: An outline of four 'positions' », *New Media and Society*, 6, 2011, p. 855-872.

[8] Se référer au numéro coordonné par Geoffrey Pleyers, « Militantisme en réseau », *Réseaux*, 181, 5, 2013.

[9] William H. Dutton, « Network rules of order: regulating speech in public electronic fora », *Media, Culture & Society*, 18, 2, 1996, p. 269-290.

[10] Karen Mossberger, Caroline J. Tolbert et Ramona MacNeal, *Digital Citizenship: The Internet, Society, and Participation*, Cambridge, MA, MIT Press, 2008.

[11] David Resnick et Michael Margolis, *Politics as usual. The Cyberspace 'Revolution'*, Londres, Sage, 2000.

[12] Pippa Norris, « Preaching to the Converted? Pluralism, Participation and Party Websites », *Party Politics*, 9, 1, 2003, p. 21-45.

[13] Michael X. Delli Carpini et Scott Keeter, « The Internet and an Informed Citizenry », *in* David Anderson et Michel Cornfield (dir.), *The Civic Web. Online Politics and Democratic Values*, Lanham, Rowman & Littlefield Publishers Inc., 2003, p. 129-153.

[14] Evgeny Morozov, *The Net Delusion: The Dark Side of Internet Freedom*, New York, Public Affairs, 2011.

[15] On pourrait traduire cette formule par « militantisme mou » ou « activisme faible ».

[16] Jennifer Oser, Marc Hooghe et Sofie Marien, « Is Online Participation Distinct from Offline Participation? A Latent Class Analysis of Participation Types and Their Stratification », *Political Research Quarterly*, 6, 1, 2013, p. 91-101.

[17] M@rsouin est un réseau pluridisciplinaire regroupant les chercheurs en sciences humaines et sociales de onze laboratoires bretons (consulté le 9 janvier 2014).

[18] Jocelyne Tremembert, « Point sur les usages d'Internet : Usage des réseaux sociaux et e-participation », 12 octobre 2010, (consulté le 9 janvier 2014).

[19] Rémy Rieffel, *Révolution numérique, révolution culturelle ?*, Paris, Gallimard, coll. « Folio », 2014.

Pour citer cet article :

Anaïs Theviot, « Internet révolutionne-t-il la participation politique ? », *Silomag*, n° 5, nov. 2017. URL : https://silogora.org/internet-revolutionne-t-il-la-participation-politique/